[This Document is the Property of Her Britannic Majesty's Government.]

Printed for the use of the Foreign Office. October 1898.

CONFIDENTIAL.

(7051.)

194

F.O.
424

FURTHER CORRESPONDENCE

RESPECTING THE

REVISION OF THE COMMERCIAL TREATIES

BETWEEN

GREAT BRITAIN AND TURKEY.

[In continuation of Confidential Paper No. 6952.]

1897.

194

TABLE OF CONTENTS.

No.	Name.	No.	Date.	Subject.	Page
1	General Ferrero ..	..	Jan. 4, 1897	What is attitude of Her Majesty's Government to Ottoman demand for the fixing of the Bulgarian tribute and of the share of the Ottoman Debt to be borne by Bulgaria, Greece, Servia, and Montenegro? What are the British Ambassador's instructions as to the monopoly?	1
2	To General Ferrero	Confidential	5,	Transmits Memorandum given to French Ambassador containing views of Her Majesty's Government as to monopolies. Desire of Porte to resume negotiations for a Commercial Treaty, and reply of Her Majesty's Government	1
3	Sir Howard Vincent (Parliamentary question)	..	Feb. 15,	Desirability of negotiating a new Commercial Treaty with the Porte	1
4	Sir P. Currie ..	18 Commercial	21,	Transmits *note verbale* from Sublime Porte repeating request for conclusion of a Commercial Treaty. Suggests answer on lines of Memorandum inclosed ..	2
5	To Sir P. Currie ..	31 Commercial	Mar. 20,	Better postpone question of negotiations until a Commercial Attaché has been appointed	5

Printed for the use of the Foreign Office. October 1898.

CONFIDENTIAL.

Further Correspondence respecting the Revision of the Commercial Treaties between Great Britain and Turkey.

[In continuation of Confidential Paper No. 6952.]

No. 1.

Memorandum communicated by General Ferrero, January 4, 1897.

LE Gouvernement du Roi désirerait savoir quel accueil le Gouvernement de Sa Majesté la Reine se propose de faire à la demande Ottomane pour la détermination du tribut de la Bulgarie et pour la fixation des quotes-parts de la Dette Ottomane devant être endossées par la Bulgarie, la Grèce, la Serbie, et le Monténégro.

L'Ambassadeur de Turquie insiste pour que l'Ambassadeur du Roi à Constantinople soit autorisé à prendre part aux négociations pour l'introduction du monopole. Le Cabinet de Rome désirerait savoir quelles instructions on se propose de donner à cet égard au Représentant de Sa Majesté Britannique.

No. 2.

Foreign Office to General Ferrero.

(Confidential.)

My dear Ambassador, *Foreign Office, January* 5, 1897.

IN reply to your inquiry made yesterday afternoon Lord Salisbury desires me to send you a copy of a Memorandum which was given to the French Ambassador in September last,* giving the views of Her Majesty's Government on the monopolies which the Turkish Government are desirous of instituting.

The Turkish Ambassador has not addressed Lord Salisbury on the subject, but he has intimated the desire of the Porte to resume negotiations for a Commercial Treaty, and it is believed that this request is made for the purpose of obtaining consent to the proposed monopolies.

Lord Salisbury has replied by reminding the Porte that certain explanations for which we had applied are required before commercial negotiations can be resumed.

Believe me, &c.

(Signed) T. H. SANDERSON.

No. 3.

Question asked in the House of Commons, February 15, 1897.

Sir Howard Vincent,—To ask the Under-Secretary of State for Foreign Affairs, if, having regard to the fact that the Turkish Empire took an annual average of 8,000,000*l.* worth of British goods in the quinquennial period, 1890–94, according to Papers presented to Parliament, and more than Russia, Belgium, Italy, China, or Japan, and to the admission of British goods on better terms and lighter

* See previous Correspondence, No. 50.

duties than in any other foreign country, Her Majesty's Government will press forward the conclusion of a new Treaty of Commerce to replace the lapsed Treaty of 1861.

Answer.

Her Majesty's Government are not of opinion that any reason exists to press forward on their part negotiations for a new Treaty of Commerce with Turkey. Previous negotiations on the subject have shown clearly that such a Treaty could only be concluded on the basis of some increase in the customs duties at present levied on British goods in the Ottoman Dominions. Unless Her Majesty's Government can obtain full satisfaction on other points of commercial importance which would be included in the Treaty, it does not appear that any benefit would result to British commerce from its conclusion.

No. 4.

Sir P. Currie to the Marquess of Salisbury.—(Received February 26.)

(No. 18. Commercial.)

Pera, February 21, 1897.

My Lord,

WITH reference to my despatch No. 87 of 14th November, I have the honour to transmit to your Lordship herewith a copy of a *note verbale* which I have received from the Sublime Porte repeating their request for the nomination of British Delegates to conclude a Commercial Treaty. I also inclose a Memorandum in which the various points raised by the Sublime Porte are examined and the facts of the case stated as far as they appear in the archives of Her Majesty's Embassy.

Should your Lordship desire to renew the negotiations, I would suggest that all the papers should be handed to Major Law for him to prepare a reply. I gather, however, from previous correspondence that Her Majesty's Government are in no hurry to accede to the request of the Porte.

If so, an answer might be returned on the lines of the inclosed Memorandum emphasizing the divergence of opinion which still exists respecting monopolies, surtaxes, and other points.

I have, &c.

(Signed) PHILIP CURRIE.

Inclosure 1 in No. 4.

Tewfik Pasha to Sir P. Currie.

Le 7 Février, 1897.

M. l'Ambassadeur,

J'AI eu l'honneur de recevoir la note que votre Excellence a bien voulu m'adresser en date du 1er Décembre, 1896, concernant les négociations précédemment engagées, pour la conclusion d'un Traité de Commerce et qui restent depuis longtemps en suspens.

Votre Excellence déclare dans cette note qu'elle croit devoir subordonner la désignation des Délégués Britanniques pour la reprise de ces négociations à l'assurance que la Sublime Porte donnerait que les Délégués du Gouvernement Impérial ont reçu de nouvelles instructions propres à servir de base au réglement satisfaisant des questions en litige.

Comme mes dernières communications ne faisaient aucune mention des instructions dont les nouveaux Délégués Ottomans ont dû être munis, il y avait peut-être lieu de les préjuger favorablement. Néanmoins, à la suite de la note de votre Excellence le résultat des négociations qui ont eu lieu précédemment entre les Délégués des deux Gouvernements a été examiné derechef avec la plus grande attention et cet examen m'induit à penser maintenant que tout le projet du nouveau Traité a été discuté et arrêté. Si quelques Articles sont restés en suspens cela a tenu bien moins à quelque divergence de vues que les instructions respectives des Délégués des deux Gouvernements ne permettaient pas d'écarter qu'à des raisons d'opportunité que la présence des Délégués Britanniques ferait disparaître aussitôt. C'est à ces raisons que l'on doit attribuer

uniquement la non-rédaction définitive de l'Article III, puisque l'énumération des articles devant être soumise à des surtaxes ou taxes nouvelles a été ajournée jusqu'à ce qu'une entente eût été établie à ce sujet avec les Délegués des autres Gouvernements. Cette entente ayant été réalisée depuis, rien n'empêcherait aujourd'hui de compléter la rédaction de cet Article. De même si l'Article XXVI (Égypte et Bulgarie) n'a pu être signé c'est par suite du refus de MM. les Délégués Britanniques d'entrer en discussion. Cet Article devait, d'après eux, faire l'objet d'une entente spéciale et directe entre leurs Excellences le Ministre des Affaires Étrangères et l'Ambassadeur Britannique. La rédaction de l'Article XXVII (droits résultant des anciens Traités) qui a formé l'objet d'un échange de projets n'a pas non plus été arrêtée mais c'est aux Délégués de Sa Majesté Britannique qu'il appartenait, comme ils l'avaient du reste promis, de presenter leurs observations au sujet du contre-projet présenté par leurs collègues Ottomans. Au sujet de l'Article XVIII concernant les monopoles qui, après avoir été signé d'un commun accord, a été remis en discussion par MM. les Délégués Anglais, votre Excellence conviendra aisément que la nouvelle proposition y relative du Gouvernement Impérial nécessite absolument un remaniement de l'ancienne rédaction et une nouvelle entre les Délégués.

L'objection soulevée également par rapport à l'Article II après sa signature et qui a trait à la demande d'y insérer une stipulation pour les marques de fabrique et les brevets d'invention, ainsi qu'une phrase figurant dans l'Article III du Projet Turco-Autrichien pour l'application des décisions rendues en matière de réglement, ne semble pas de nature à constituer un obstacle insurmontable. C'est peut-être pour arriver à une entente au sujet de l'Article XIV qu'une bonne volonté mutuelle semble nécessaire, la demande formulée par MM. les Délégués Britanniques après avoir encore signé cet Article présentant une grande importance pour la Sublime Porte.

En dehors des Articles ci-haut énumérés, et au sujet desquels vous conviendrez, je pense, M. l'Ambassadeur, qu'il n'y a pas lieu de donner aux Délégués d'autre instruction que celle de tâcher d'en finir au plus tôt le projet de Traité élaboré, ne peut donner lieu à une nouvelle discussion qu'en ce qui concerne quelques clauses relatives aux formalités douanières. Mais si l'on prend en considération que les questions restées en suspens ont été réduites lors des premières négociations à leur minimum et que d'autre part, l'Administration Générale des Contributions Indirectes s'est efforcée d'amender, en conformité des desiderata qui lui ont été formulés les dispositions du nouveau Règlement douanier on sera forcément amené à écarter l'évenualité d'une divergence sérieuse au sujet de ces Articles entre les Délégués des deux Parties.

Je crois devoir ajouter en dernier lieu que l'entente intervenue dans l'intervalle avec les Délégués des autres Puissances sur la plupart des matières qu'ont divisé ceux de Turquie et d'Angleterre ne peut qu'influer favorablement sur la prompte issue des négociations que nous demandons de reprendre.

Dans tous les cas c'est à la suite d'un échange de vues franc et cordial entre les Délégués respectifs qu'il sera permis aux Gouvernements à établir définitivement l'accord souhaité de part et d'autre, et c'est dans cette conviction qu'après ces explications, qui ne peuvent laisser aucun doute dans l'esprit de personne, je crois utile de répéter ici même ma demande précédente concernant la désignation de nouveaux Délégués de la part du Gouvernement Britannique.

Veuillez, &c

(Signé) TEWFIK.

Inclosure 2 in No. 4.

Memorandum.

THE points raised in the *note verbale* of the Sublime Porte No. 16 of the 7th February, 1897, are the following:—

Article III. Surtaxes. "Une entente a été réalisée avec les Délégués des autres Puissances."

The latest information received by Her Majesty's Embassy would tend to show that complete accord has not yet been achieved with the other Powers.

The Article was initialled by the British Delegates in April 1893, but the list of commodities liable to this charge was left in blank.

Article XXVI. Egypt and Bulgaria. "Les Délégués Britanniques étaient d'avis que cet Article devrait faire l'objet d'une entente spéciale et directe entre la Porte et l'Ambassade."

This is correct, but no such agreement has yet been arrived at.

Article XXVII. Ancient Treaties. "Les Délégués Britanniques avaient promis de présenter leurs observations."

This is correct, but nothing has been done.

Article XVIII. Monopolies.

Her Majesty's Government have expressly stated that they will not consent to monopolies preventing or restricting the freedom of international trade in Turkey. (Foreign Office No. 38, Commercial, of the 17th June, 1896, communicated to Porte, No. 72 of the 10th July, 1896.)

Articles II, III, and XIV. All of which may be used by the Turks as empowering them to impose fresh dues, &c.

The Turkish Delegates had expressed their readiness to recommend that before signing the Treaty the Foreign Minister should address a note to Her Majesty's Embassy, stating that naturally no new taxes or imposts would be levied on British subjects or goods without the Porte demanding unofficially the consent of Her Majesty's Government; nothing has yet been done.

Articles XXI–XXV. Customs formalities postponed pending discussion between the foreign Delegates and the Custom-house.

The present state of the negotiations may be summarized as follows:—

Articles I, V, VI, VII, VIII, XI, XII, XIII, XV, XVII (add XIX, XX, XXIX and Additional Article) may be considered definitely approved as far as the Turkish Government is concerned. (Sir C. Ford, No. 46, Commercial, of the 18th April, 1893.)

Article II. Turkish Delegates stated that they would be prepared to recommend that before signing the Treaty, the Foreign Minister should address a note to Her Majesty's Embassy, stating that naturally no new taxes or imposts would be levied on British subjects or goods without the Porte demanding unofficially the consent of the British Government. (Sir C. Ford, No. 48, Commercial, of the 18th April, 1893.)

Article III. Surtaxes. Initialled, but the list of commodities liable to this charge was left in blank. (Sir C. Ford, No. 49, Commercial, of the 18th April, 1893.)

Article IX. Turkish Delegates desired modifications of paragraphs concerning charges on bonded goods. The matter was postponed until consultation with the foreign Representatives. (Sir C. Ford, No. 50, Commercial, of the 18th April, 1893.)

Article X. Customs immunities.

Article XVI. Cabotage. Turkish Delegates desired to modify. To be left for the present as they stand. (Sir C. Ford, No. 51, Commercial, of the 18th April, 1893.)

Article IV. Payment of Tithes. The Ottoman Delegates desired to modify the clause as to the control being exercized at the place of shipment, but the British Delegates objected. Postponed. (Sir C. Ford, No. 59, Commercial, of the 27th April, 1893.)

Article XVIII. "During the duration of the present Treaty." The Turks desired to retain these words, but the British Delegates objected. Objections were also raised to the paragraph as to coal warehouses, but the British Delegates resisted any modification and the Turks gave way. (Sir C. Ford, No. 60, Commercial, of the 27th April, 1893.)

Articles XXI–XXV. Customs formalities matter to be left until the European Delegates could consult with the Custom-house. (Sir C. Ford, No. 61, Commercial, of the 27th April, 1893.)

Article XXVIII. Colonies. The Porte reserves to itself the right of applying such treatment as it thinks fit until they adhere to the Treaty.

On the 4th August, 1894, the late Mr. Wrench stated in writing to the Turkish Delegates that the following Articles contained questions as yet unsettled:—

Article I. Internal commerce.
Article III. Surtaxes.
Article XIV. Quay dues, &c.
Article XVIII. Monopolies.
Articles XXI–XXV. Customs formalities.
Article XXVI. Egypt and Bulgaria.
Article XXVII. Capitulations.

No. 5.

The Marquess of Salisbury to Sir P. Currie.

(No. 31. Commercial.)

Sir, *Foreign Office, March 20, 1897.*

IN reply to your Excellency's despatch No. 18, Commercial, of the 21st ultimo with regard to the pending negotiations for a new Commercial Treaty between this country and Turkey, I have to inform your Excellency that the question of the appointment of a Commercial Attaché at Constantinople is now under consideration with the Treasury.

It is hoped that arrangements may shortly be completed for such an appointment, and it would therefore be well to wait until the matter has made further progress before proceeding with the negotiations with the Sublime Porte, for which the services of an expert Commercial Attaché on the spot would be particularly valuable.

I am, &c.

(Signed) SALISBURY.